

COMMISSION HYDROELECTRIQUE DE QUEBEC

MINUTES D'UNE ASSEMBLEE DE LA COMMISSION HYDROELECTRIQUE DE QUEBEC
TENUE A SES BUREAUX, 107 OUEST, RUE CRAIG, MONTREAL, QUE., LE VEN-
DREDI 21 MARS 1952, A 10 h. 30 a.m.

PRESENTS:

Messieurs L.-E. Potvin, président, au fauteuil,
J.-A. Savoie, vice-président,
J.-W. McCammon, commissaire et directeur général,
R. Dupuis, commissaire; et

Messieurs L. O'Sullivan, directeur général adjoint,
C.-C. Parkes, assistant du président; ainsi que

Messieurs B. Lacasse et W.-E. Johnson, co-secrétaires.

ARRETE-EN-CONSEIL

Le président produit, pour enregistrement, l'arrêté-en-
conseil numéro 206, en date du 13 mars 1952, concernant

l'autorisation à l'Hydro-Québec de procéder
par voie d'expropriation pour acquérir le
lot numéro 238-313 de la ville de Lachine
appartenant aux co-héritiers de la succes-
sion I. Shulman;

l'autorisation pour l'Hydro-Québec d'acquérir
de gré à gré ou par voie d'expropriation un
droit de passage ou la propriété des terrains
nécessaires à la construction d'une ligne de
transport d'énergie électrique de 115 kV
allant de Pandora jusqu'au point de ren-
contre avec le chemin du Rapide II;

le placement temporaire d'une partie de
l'emprunt de \$50,000,000 dans des obligations
de la Province de Québec.

LOCATION DES FORCES HYDRAULIQUES DE LA RIVIERE BERSIMIS ET
OPTION SUR CELLES DES RIVIERES AUX OUTARDES ET MANICOUAGAN

Sur motion de M. L.-E. Potvin, dûment appuyée, il est unanimement RESOLU:

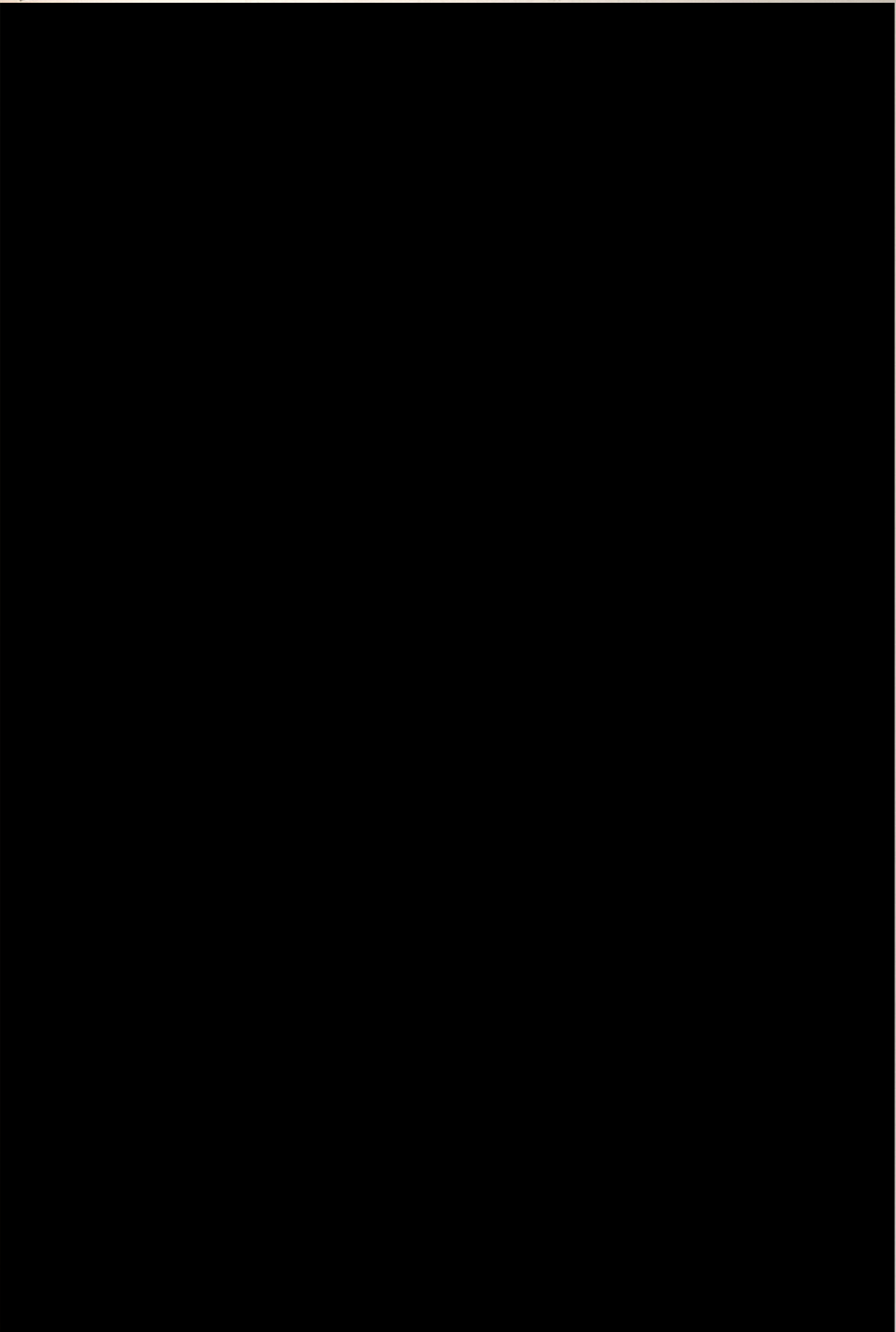
DE louer de la Province de Québec, représentée par l'honorable ministre des Ressources hydrauliques, toutes les forces hydrauliques de la rivière Bersimis, aux conditions suivantes, savoir:

- (1) La durée du bail sera de cinquante (50) ans à partir du 16 mars 1952.
- (2) L'Hydro-Québec paiera au département des Ressources hydrauliques une redevance annuelle de UN DOLLAR (\$1.00) pour chaque cheval-vapeur-an produit à chaque site aménagé.
- (3) L'Hydro-Québec devra commencer et poursuivre avec diligence des travaux de développement d'énergie électrique au plus tard deux ans après le 16 mars 1952 et, dans une période additionnelle de trois ans, ériger, outiller et aménager sur les lieux loués une centrale électrique en état de produire au moins 125,000 chevaux-vapeur d'énergie électrique.
- (4) L'Hydro-Québec devra produire cette énergie électrique sous forme de courant alternatif triphasé, d'une fréquence de 60 cycles par seconde ou sous toute autre forme décrétée par la Régie provinciale de l'électricité.
- (5) L'Hydro-Québec devra, autant que possible, employer pour la construction, le maintien et l'exploitation de ladite centrale et tous autres travaux s'y rapportant, des techniciens de la province de Québec et de la main-d'oeuvre de la région et des régions environnantes.
- (6) L'Hydro-Québec sera responsable des dommages causés à la Couronne et à des particuliers, par suite des travaux d'aménagement desdites forces hydrauliques.
- (7) L'Hydro-Québec, pendant la durée de son bail, pourra, pour les fins de sa dite entreprise, exercer en son nom et pour son compte les droits d'expropriation prévus par les lois de la province.
- (8) L'Hydro-Québec ne pourra exporter hors de la province de l'énergie électrique provenant de l'aménagement desdites forces hydrauliques, sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil qui pourra déterminer les conditions auxquelles cette autorisation sera soumise.
- (9) L'Hydro-Québec pourra, de plus, convenir avec le ministre des Ressources hydrauliques de toutes autres conditions qu'elle jugera opportunes pour favoriser le développement de l'industrie et le progrès général de la province et celui du Saguenay, en particulier.

D'accepter de la Province de Québec, aux mêmes prix et conditions que ceux qui peuvent ou pourraient être offerts par d'autres à la Province, de louer ou obtenir la concession des forces hydrauliques de la rivière Aux Outardes et des forces hydrauliques disponibles de la rivière Manicouagan;

DE payer au ministère des Ressources hydrauliques,
lors de la signature dudit bail, une somme de SIX CENT CINQUANTE
MILLE DOLLARS (\$650,000);

D'autoriser le président ou un commissaire et un co-
secrétaire à signer ledit bail, pour et au nom de l'Hydro-Québec, tel
bail étant autorisé par l'arrêté-en-conseil numéro 244, en date du 20
mars 1952.



midi. L'agenda du jour étant épuisé, l'assemblée se termine à

Les co-secrétaires,

Blacass
Johnson

Le président,

L E P. Hall